



COMMUNIQUE

«Nos libertés sont notre sécurité»

La Ligue des droits et libertés lance une large campagne contre l'érosion des libertés civiles

Montréal, le 11 février 2004. La *Ligue des droits et libertés*, appuyée par quelques vingt-cinq grands regroupements sociaux, lance aujourd'hui une large campagne d'information et d'action contre l'érosion des libertés civiles, sur le thème *«Nos libertés sont notre sécurité»*.

Cette campagne vise à alerter la population québécoise sur les atteintes nombreuses ainsi que les menaces grandissantes aux droits et libertés que font courir tout un ensemble de mesures mises en place ces dernières années au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Cette campagne vise aussi à obtenir l'appui de la population à une série de revendications dont le retrait de ces dispositions dangereuses pour les droits fondamentaux et pour une meilleure protection de ceux-ci.

L'affaire Arar a illustré pour beaucoup de citoyens et de citoyennes la dérive à laquelle conduit la logique sécuritaire alors que les perquisitions récentes de la GRC chez une journaliste du Ottawa Citizen en vertu de la Loi sur la protection de l'information ont soulevé l'indignation dans plusieurs milieux préoccupés de la liberté de presse. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement fédéral a finalement annoncé une enquête publique sur l'affaire Arar et promis une modification de la Loi sur la protection de l'information.

La campagne qu'amorce la *Ligue des droits et libertés* veut mettre en lumière que plusieurs autres dispositions et pratiques continuent de peser lourdement sur les droits et libertés, qu'il s'agisse de la création d'un mégafichier d'information sur les voyageurs, du recours accru aux « certificats de sécurité », des arrestations préventives et massives lors de manifestations, du recours fréquent à la détention de demandeurs du statut de réfugié, du projet accès légal de surveillance aux communications électroniques et, bien sûr, de la Loi anti-terroriste adoptée en décembre 2001. Une loi que même l'ex-directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, Reid Morden, considère excessive et dangereuse pour les droits et

libertés avec sa définition large et ambiguë des activités terroristes et ses pouvoirs de détention préventive et d'enquête sans mandat.

Dans le cadre de cette campagne, la *Ligue des droits et libertés* et les organismes qui l'appuient exigeront diverses mesures pour stopper l'érosion des libertés civiles, dont le retrait de la Loi anti-terroriste; la suspension du recours aux certificats de sécurité; la fin des arrestations préventives et massives lors de manifestations ainsi que l'abandon des poursuites judiciaires reliées à ces arrestations ; l'abandon par le gouvernement du projet «accès légal» et l'instauration d'un droit d'appel pour les personnes revendicatrices du statut de réfugiés.

Tout au long de sa campagne, la *Ligue des droits et libertés* mettra en garde contre l'illusion d'obtenir plus de sécurité en sacrifiant nos libertés durement acquises et rappellera qu'en fin de compte «*Nos libertés sont notre sécurité*».

Les organismes appuyant cette campagne sont :

Alternatives, Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ATTAC-Québec, Cap-Monde, Carrefour de l'Internet citoyen (CMIC), Centrale des syndicats nationaux (CSN), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté/Observatoire sur le racisme (CRIEC), Centre justice et foi (CJF), Coalition musulmane pour le respect des droits et libertés, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), Conseil Central du Montréal Métropolitain CSN, Conseil musulman de Montréal, Conseil régional FTQ Montréal Métropolitain, Entraide Missionnaire, Fédération autonome du collégial (FAC), Fédération canado-arabe, Fédération des femmes du Québec (FFQ), Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ), Objection de conscience, Regard Alternative Media APM-RAM, Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et les Zapartistes.

Toutes les informations concernant la campagne se trouvent sur le site Internet de la Ligue : **www.liguedesdroits.ca**.

Informations :

Kim De Baene, resp. des communications

Ligue des droits et libertés

Tél. : 514-849-7717 / Téléc. : 514-849-6717

Courriel : info@liguedesdroits.ca